

Europe : comment la Révolution des Migrants a été Planifiée.



Article rédigé par Yves Mamou, le 24 novembre 2016

[Source : Gatestone Institute]

Entre 2005 et 2014, l'Allemagne a accueilli plus de 6.000.000 de migrants.

- Deux questions essentielles sur l'intégration auraient dû être posées : 1) Que faut-il exiger des nouveaux arrivants ? Et 2) Que faire de ceux qui ne jouent pas le jeu ? En Europe, ces deux questions - essentielles à une bonne intégration - n'ont jamais été posées.
- Dans le nouvel ordre migrant, la population hôte est invitée à faire de la place au nouvel arrivant et à supporter une coexistence qui n'a pas été voulue par elle.
- « Toutes les cultures ont même droit de cité. On ne reconnaît pas de culture européenne substantielle qu'il pourrait être utile de préserver. C'est une conception horizontale du lien social, c'est-à-dire entre les présents. Sa dimension verticale, pourtant essentielle, avec le passé semble désormais superflue. » — Michèle Tribalat, sociologue et démographe.
- « Il faut que les gens que nous accueillons aiment ce pays. Si nous leur offrons toujours un regard négatif, ils ne peuvent pas l'aimer ». — Monseigneur Pontier, archevêque de France, *Le Monde*, octobre 2016.
- Et quand l'injonction aux « bons sentiments » ne fonctionne pas, les autorités n'hésitent pas à criminaliser les critiques anti-immigration. Le politicien néerlandais Geert Wilders est ainsi en procès pour avoir mis en cause la surreprésentation des immigrants marocains dans la vague de délinquance qui transforme les Pays Bas.

Chacun sait maintenant - et la chancelière allemande Angela Merkel mieux que quiconque – que l'ouverture des frontières de l'Allemagne à plus d'un million de migrants en provenance du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie a représenté une erreur, une triple erreur politique :

- Merkel a eu tort de croire que des motifs humanitaires (la guerre en Syrie et en Irak, le problème des réfugiés) pouvaient aider l'Allemagne à poursuivre ouvertement une politique de migration massive qui a été initiée depuis longtemps mais demeurait dans l'ombre.
- Merkel a principalement contribué à accélérer les mécanismes de défense de la société allemande contre sa transformation en espace « multiculturel » - « multi » étant entendu ici comme des zones développement séparé pour les quartiers peuplés majoritairement de musulmans. Alternative pour l'Allemagne (Afd), le parti anti-immigration est devenu en quelques mois un acteur clé de la scène politique allemande.
- Merkel a généré de l'inquiétude dans toute l'Europe sur le problème des migrants. Il n'est pas imaginable de lui imputer une responsabilité indirecte dans le Brexit du Royaume-Uni au et dans le raidissement identitaire des pays d'Europe centrale qui, comme la Hongrie, en sont à se poser la question de leur destin en dehors de l'Union européenne.

Depuis de nombreuses années, l'Allemagne est le pays d'Europe le plus ouvert à l'immigration. Selon Eurostat, l'organisme de statistiques officielles de l'Union européenne l'Allemagne a accueilli, entre 2005 et 2014, plus de 6 millions de personnes. [1]

Tous ne venaient pas du Moyen-Orient. Mais la grande majorité d'entre eux n'avait rien d'européen, L'immigration clandestine n'est, bien sûr, pas incluse dans ces chiffres.

D'autres pays se sont également adonnés à l'immigration de masse. Sur la même période 2005-2014, trois millions de personnes ont immigré en France, soit environ 300.000 personnes par an. En Espagne, le processus a été plus chaotique : plus de 700.000 migrants en 2005 ; 840.000 en 2006 ; près d'un million en 2007, puis une lente diminution à 300 000 par an jusqu'en 2014.

En fait, la « crise des réfugiés » n'a fait que rendre apparent un processus caché : en invoquant soudainement des raisons humanitaires, l'Europe a tenté de légitimer une politique d'immigration cachée, ancienne et menée sur une large échelle.

Les projections démographiques d'Eurostat établies en 2013, indiquent clairement que l'Europe est confrontée à un important déficit démographique : *sans migrants*, la population européenne devrait chuter de 507,3 millions en 2015 à 399,2 millions en 2080. Soit une perte brutale de plus de 100 millions d'habitants (-20%) en l'espace de 65 ans. Pays par pays, les projections apparaissent simplement terrifiantes. En 2080, l'Allemagne, qui compte aujourd'hui 80 millions d'habitants passera – *sans migrants* - à 50 millions. Les 46,4 millions d'Espagnols, se réduiraient – *sans migrants* - à 30 millions et les 60 millions d'Italiens tomberaient – *sans migrants* - en dessous de la barre des 40 millions.

Quelques pays conserveraient une relative stabilité : en 2080, la France passerait de 66 millions d'habitants en 2015 à 68,7 millions, et l'Angleterre, verrait sa population ne diminuer que faiblement, passant de 67 millions d'habitants en 2015, à environ 65 millions.

L'immigration est-elle en soi une « mauvaise » chose ? Non ! Les transferts de population des pays à faible revenu vers les pays à revenu plus élevé sont presque une loi de la nature. Elles ont toujours eu lieu. Tant que le nombre de naissances et de décès dans le pays d'accueil demeure plus élevé que le nombre de migrants, le processus d'immigration est considéré comme bénéfique. Mais quand la migration devient le principal contributeur à la croissance démographique, ce qui devrait être une simple évolution devient une révolution.

Une triple révolution:

1. *En raison du nombre énorme de migrants.* Le rapport 2015 de l'Onu sur les Perspectives de la population mondiale affirme : « entre 2015 et 2050, le total des naissances dans le groupe des pays à revenu élevé devraient excéder les décès de 20 millions, tandis que le gain net de migrants est projeté à 91 millions. Ainsi, dans la variante moyenne, la migration nette devrait représenter 82% de la croissance de la population des pays à revenu élevé. »
2. *En raison de la culture islamique des nouveaux venus.* A une écrasante majorité, les migrants qui arrivent en Europe, appartiennent à une culture musulmane et arabe (ou turque) en conflit historique avec la culture chrétienne dominante de l'Europe. Point important, ce processus massif de migration musulmane se produit à un moment historique de réislamisation des musulmans de la planète et de radicalisation de l'islam.
3. *En raison de la position de faiblesse culturelle des Etats européens.* Engagés volontaires au sein d'un processus de dépérissement du national au sein de l'Union européenne, les Etats membres ne se considèrent plus comme un outil d'intégration, et moins encore d'assimilation des différentes cultures au sein de l'espace national. Au contraire même, pour empêcher le retour des nationalismes chauvins qui ont été à l'origine de deux guerres mondiales, les Etats-nations européens ont, depuis plusieurs décennies, renoncé à tout approfondissement et à toute réflexion sur la notion d'« identité nationale », abandonnant le concept aux partis d'extrême droite. Rien d'étonnant donc que la revendication islamiste ait pris l'ensemble des sociétés européennes au dépourvu. Peu outillés au plan politique et idéologique pour résister aux violences et revendications islamistes, les Etats et les grands partis politiques sociaux-démocrates européens ont opté spontanément pour une stratégie d'« apaisement » qui a eu pour effet d'encourager la surenchère islamiste et de renforcer les raidissements dits « populistes » à l'encontre des mouvements migratoires.

Pourquoi la France, l'Allemagne et de nombreux autres pays de l'Union européenne ont-ils opté pour un plan d'immigration massif, sans en informer leurs électeurs et sans mener le moindre débat sur le sujet ? La première réponse est qu'ils ont toujours agi ainsi : toutes les grandes décisions européennes (l'euro, l'espace Schengen...) ont été lancées sans réelle consultation des populations. Faire le bien des Européens malgré eux a toujours été la ligne politique de l'Union européenne. Alors, pourquoi pas l'immigration ?

La deuxième réponse est qu'ils pensaient ainsi sauver les systèmes de santé et de retraite. Pour éviter la faillite de la sécurité sociale et le mécontentement des « retraités » qui auraient vu leur pension se réduire au fil de la réduction du nombre de cotisants, l'UE a pris le risque de transformer des Etats-nations en sociétés multiculturelles. Par ailleurs, une population nombreuse est toujours un signe de puissance politique et militaire.

La troisième réponse est qu'ils ont négligé l'ampleur du risque islamiste. Convaincus que la « nation » a été et sera toujours un risque majeur de conflits entre pays membres de l'UE, les pays européens ont estimé que les bénéfices économiques liés à l'importation massive d'une main d'œuvre musulmane étaient supérieurs aux inconvénients politiques et sociaux d'une non assimilation de ces mêmes musulmans dans le creuset européen. Malgré la menace croissante du terrorisme islamiste (interne et importé du Moyen - Orient), ils pensent aujourd'hui encore que tout conflit culturel ou religieux violent peut être dissous dans une société de « plein emploi ». Le credo des « emplois-pour- les-djihadistes du président américain Barack Obama est devenu le crédo européen.

Pour éviter les conflits culturels qu'elle connaît aujourd'hui (migrants musulmans contre indigènes non-musulmans), l'Allemagne aurait pu encourager les chômeurs français, espagnols ou italiens à s'établir outre-Rhin. Mais cette main-d'œuvre « blanche » a sans doute été jugée trop coûteuse par les grandes entreprises (construction, fournisseurs de soins et tous les services ...) qui ont besoin de travailleurs bon marché, peu importe leur région d'origine (Moyen-Orient, Turquie, Afrique du Nord).

Par ailleurs, ces migrations internes à l'UE n'auraient pas résolu le principal problème du dépérissement en nombre de la population européenne telle que les démographes l'anticipent. L'Europe peut-elle encourager une population musulmane en provenance de Turquie, d'Afrique du Nord, d'Afrique sub-saharienne et du Moyen-Orient à venir s'établir sur son sol dans l'espoir de demeurer une puissance mondiale ? En d'autres termes, le multi culturalisme ethnique et religieux est-il neutre quant aux objectifs de rayonnement économique, culturel et militaire du projet européen ?

En théorie, certainement. Mais pour réussir et éviter que le territoire européen soit traversé, jour après jour, de déprimantes et peu productives tensions raciales et religieuses, deux questions essentielles sur l'intégration auraient dû être mises sur la table: 1) Qu'exigeons-nous des nouveaux arrivants? 2) Quel traitement réservons-nous à ceux qui n'acceptent pas nos conditions ?

En d'autres termes, l'intégration aurait dû être conçue comme un processus asymétrique où l'on attend du nouveau venu qu'il fasse l'effort essentiel de s'adapter.

Bien entendu, même si des exigences sont formulées, la société d'accueil sera inévitablement transformée au prorata du flux de migrants ; plus leur nombre sera élevé, plus il faut s'attendre à des évolutions rapides... mais si la volonté est exprimée de préserver une certaine continuité culturelle et historique, la population hôte n'aura pas – ou aura moins - le sentiment qu'elle cède du terrain face à des cultures étrangères et conquérantes.

Mais en Europe, la question de l'intégration n'a jamais été posée. Selon Michèle Tribalat, sociologue et démographe, elle a même été sciemment évitée :

« ...les pays de l'UE se sont mis d'accord, lors du Conseil du 19 novembre 2004, sur onze principes de base communs, qui les engagent. L'intégration dont il est question ne reconnaît aucune asymétrie entre les sociétés d'accueil et les nouveaux venus. Aucun privilège n'est accordé aux Européens ou à leur héritage. Toutes les cultures ont même droit de cité. On ne reconnaît pas de culture européenne substantielle qu'il pourrait être utile de préserver. C'est une conception horizontale du lien social, c'est-à-dire entre les présents. Sa dimension verticale, pourtant essentielle, avec le passé semble désormais superflue. Les valeurs sont souvent invoquées, mais elles paraissent par ailleurs négociables. L'UE en est à fixer comme but unique de l'intégration un but moral – la tolérance et le respect – sans qu'elle aperçoive clairement comment y parvenir ou comment le perpétuer ».

En France, en Allemagne, en Suède..., des sociétés multiculturelles ont donc été sciemment organisées et mises en place. Sans que la question de l'intégration soit posée, ni celle de la préservation d'une identité

nationale. Des sociétés ou des populations arabes et turques et musulmanes ont conviées avec toute liberté de se construire et de se développer sur un mode autonome, séparé de celui de la population majoritaire.

En Europe, les migrants ont été laissés libres de reproduire leurs habitudes religieuses, linguistiques et culturelles. Ils ont pu le faire d'autant plus librement qu'ils ont été encouragés à se rassembler dans différents ghettos urbains. Quant aux « indigènes » locaux, ils ont reçu l'ordre de ne pas résister aux changements « environnementaux » produits par l'immigration. Chaque fois qu'ils ont tenté de résister, une machine politique et médiatique s'est mise en route pour criminaliser leur comportement « raciste » et leur « intolérance ».

Au sein de ce nouvel ordre migrant, la population d'accueil a non seulement été sommée de se pousser pour faire place aux nouveaux arrivants mais elle a été aussi fermement invitée à produire l'effort d' « intégration » nécessaire : le principe d'asymétrie a certes été respecté, mais il a été inversé. C'était à l'hôte de s'adapter et non à l'accueilli.

Mgr Pontier, archevêque de France a pu ainsi déclarer au *journal Le Monde* en octobre 2016 :

« Il faut que les gens que nous accueillons aiment ce pays. Si nous leur offrons toujours un regard négatif, ils ne peuvent pas l'aimer. En revanche, si nous voyons en eux des personnes qui vont aussi nous apporter quelque chose, nous arriverons à grandir ensemble. ».

Autre symbole encore plus parlant, au Bataclan, le concert de commémoration des attentats du 13 novembre 2015 a eu lieu avec Sting qui chantait « Inch Allah » tandis que deux membres du groupe des Eagles of Death Metal, rescapés de ces mêmes attentats, étaient refoulés pour avoir mis en question l'attitude des agents de sécurité de la salle de spectacles le jour des attentats. Inch Allah : tout est dit : nous n'avons pas de haine envers les musulmans, oublions les personnes assassinées, aimons-nous les uns les autres. Un discours qui n'a rien de méprisable en soi, mais un discours obligé qui rend illicite tout autre sentiment et qui refoule tout autre comportement comme l'éjection des Eagles of Death Metal le prouve.

Et quand l'injonction aux « bons sentiments » ne fonctionne pas, les autorités n'hésitent pas à criminaliser les critiques anti-immigration. Le député néerlandais Geert Wilders est ainsi en procès pour avoir mis en cause la délinquance des immigrants marocains aux Pays Bas. Il risque une peine de prison d'un an et €7,400 d'amende.

En France, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour une « apologie du terrorisme » contre l'écrivain anti-immigration Eric Zemmour. Dans une interview donnée au magazine *Causeur*, le 6 Octobre, Zemmour a déclaré que « les musulmans doivent choisir » entre la France et l'islam. Il a ajouté qu'il avait « du respect des djihadistes prêts à mourir pour ce en quoi ils croient ». Le parquet de Paris a choisi d'extraire cette phrase hors de son contexte pour le poursuivre.

Est-ce que ce double mouvement - injonction d'aimer l'islam et criminalisation des critiques de l'islam - sera suffisant pour tuer toute opposition à la politique migratoire de l'UE ?

Nous finirons bien par le découvrir.

Yves Mamou, journaliste et auteur basé France, a travaillé pendant vingt ans au journal Le Monde.

[1] Statistiques Eurostat des migrations pour l'Allemagne :

- 707.352 migrants en 2005
- 661.855 en 2006
- 680.766 en 2007
- 682.146 en 2008
- 346.216 en 2009
- 404.055 en 2010
- 489.422 en 2011
- 592.175 en 2012
- 692.713 en 2013

- 884.893 en 2014